

INTERVIEW

« Il y a de plus en plus »

TÉMOIN PRIVILÉGIÉ DE LA CRISE SOCIALE QUI FRAPPE LA FRANCE DEPUIS DES ANNÉES, LE SECOURS POPULAIRE POSE UN REGARD CRITIQUE SUR LA SITUATION ACTUELLE.

Le 29 novembre, le CNAFAL a rencontré Julien Lauprêtre, le président du Secours populaire depuis 1958. Un entretien riche d'enseignements à l'heure d'un grand mouvement social.

« Familles Laïques » : Pouvez-vous nous dire ce qu'est le Secours Populaire aujourd'hui ?

Julien Lauprêtre : Le Secours populaire a été créé en 1945. Avec plus d'un million de membres et 82 000 bénévoles, l'activité est grande. Nous sommes des généralistes de la solidarité. Dans le domaine alimentaire, 180 millions de repas ont été distribués l'année dernière. Au niveau de l'accès aux soins nous intervenons grâce au concours des médecins du Secours populaire. De grandes campagnes pour les vacances sont aussi organisées, avec nos Journées des oubliés le 15 août. Cela représente une grande activité dans tous les domaines même au niveau international. Nous avons ainsi créé le mouvement « enfants copains du monde » qui rencontre un grand succès. Afin que les enfants apprennent à s'aimer plutôt qu'à s'entretuer, à se rassembler plutôt qu'à se fuir. Cette année, nous avons ouvert 31 villages enfants-copains du monde, 18 en France et 13 à l'étranger.

Comment s'organise cette initiative ?

Le principe est de regrouper des enfants de toutes nationalités. Cette année, les enfants de 50 pays étaient réunis. Ces séjours permettent aux enfants de mieux se connaître et de trouver des idées pour développer la solidarité. Ces structures s'appelaient initialement des villages enfants copains du monde vacances. Suite au récit dramatique d'un enfant, ce terme a été supprimé. Ainsi, la structure du Bénin récolte de l'argent pour acheter des poubelles pour les hôpitaux de leur région. Des enfants philippins ont, quant à eux, décidé de créer un groupe de musique pour apporter de l'argent à leur association. Les enfants font fi des appartenances religieuses. Au niveau international, nous avons une multitude de partenaires qui nous permettent d'être plus efficaces et réactifs, en cas de catastrophe naturelle, par exemple. Notre idée est de mondialiser la solidarité.



Les personnes âgées font de plus en plus souvent appel à notre banque alimentaire ainsi que les familles

Quelle est, selon vous, la réalité de la pauvreté en France ? On parle de plus en plus de la grande pauvreté...

Je confirme qu'elle gagne du terrain dans toutes les régions. Partout en France, nos bénévoles sont mobilisés. Les personnes âgées font de plus en plus souvent appel à notre banque alimentaire ainsi que les familles monoparentales. On note aussi une augmentation de jeunes. Nous avons créé un réseau de solidari-bus qui se déplace sur les campus universitaires pour apporter de quoi se nourrir aux étudiants. Un phénomène nouveau aussi, des personnes de la classe moyenne se trouvent à venir au secours populaire à la suite d'un accident de la vie. Trois millions de personnes ont sollicité l'aide du SPF en 2017. Il y a de plus en plus de misère cachée. Le SPF demande une participation minimale afin que les « demandeurs » ne se sentent pas dans une situation d'assistés. La montée des idées racistes est



de misère cachée »



monoparentales, assure Julien Lauprêtre, le président du Secours populaire depuis 1958.

très préoccupante. Le Secours populaire déplore que les exemples d'actes positifs ne soient pas plus mis en lumière. Pour l'alimentation, nous avons noué des partenariats avec des restaurateurs et des boulangers qui font des actions pour la pauvreté. Le SPF a soumis une idée pour que les boulangers, pendant l'épiphanie, vendent leurs galettes au bénéfice du Secours populaire. Les bénévoles sont de plus en plus nombreux. Une des priorités est de fonder un mouvement européen. Pour cela, un colloque a été organisé à Bruxelles avec 400 jeunes européens. Nous revendiquons une totale indépendance au niveau politique, quel que soit le pouvoir en place. L'idée est d'aiguillonner les pouvoirs publics. Ainsi, nous avons réussi à sensibiliser le président de la République sur le problème des enfants qui ne partent jamais en vacances. Des enfants ont été reçus à l'Élysée à la suite de cette initiative. Nous sommes l'avocat des pauvres. Une de

nos fiertés est que 50 000 enfants sont partis en vacances avec le SPF. Grâce à lui, certains enfants ont vu la mer ou bien la Tour Eiffel pour la première fois.

Au niveau national et départemental, nous avons lors de nos permanences de surendettement beaucoup de personnes endettées par le crédit il y a cinq-six ans. Désormais, on constate que les personnes qui viennent sont pauvres...

Oui, nous partageons ce constat, et nous aidons aussi les personnes qui ont eu des coupures d'électricité. On travaille aussi sur l'éducation populaire, en aidant les gens à s'en sortir en se servant de leurs talents, avec des ateliers cuisine par exemple.

Les majeurs qui sortent de l'ASE ne sont plus pris en charge et dorment dans la rue avec les risques qui sont liés. Une proposition de loi est en cours, mais pour l'instant que faire ?

Des mesurette sont prises. Ces jeunes sont dans des situations dramatiques. Il faut faire jouer la solidarité. Nous sommes présents dans des campus universitaires et partenaires avec la Fédération des Maisons des lycéens. Début décembre, des jeunes de cette Fédération, déguisés en père Noël vert, sont allés au Parlement européen pour alerter ses membres sur le maintien de l'aide alimentaire, en faisant semblant de manger dans une assiette vide. Nous invitons les jeunes à venir nous voir pour trouver conjointement des solutions.

Dans nos associations, nous avons un véritable réseau entre associations mais comment se faire reconnaître par les institutionnels ?

C'est une bataille continue pour le rôle et la place des associations humanitaires dans la société. Elles ont un rôle fort et ont un besoin de soutien et d'écoute, sans que l'on touche à leur indépendance. Le bénévole ne peut pas prendre de repos durant les vacances. Il faut s'organiser pour que les structures soient ouvertes 24 heures sur 24.

Beaucoup de personnes des classes moyennes se sont mobilisées ces dernières semaines, et si les pauvres s'y mettaient ?

Avec les gilets jaunes, on sent à travers les témoignages que la misère grandit et de nombreuses personnes disent désormais qu'elles sont forcées d'aller au Secours populaire. C'est le reflet d'une précarité montante. ■

Propos recueillis par Jean-François Chalot

